



Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/45/61  
19 décembre 1989  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quarante-cinquième session

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION DE LA DEUXIEME DECENNIE DE LA  
LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE

ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES D'INTOLERANCE RELIGIEUSE

Lettre datée du 19 décembre 1989, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de la Hongrie auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le  
texte de la déclaration que l'Assemblée nationale de la République de Hongrie a  
adoptée le 18 décembre 1989 au sujet de l'affaire László Tőkés (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente  
lettre et de l'annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des  
points intitulés "Rapport du Conseil économique et social", "Application du  
Programme d'action de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la  
discrimination raciale", "Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme",  
"Elimination de toutes les formes de discrimination raciale" et "Elimination de  
toutes les formes d'intolérance religieuse".

L'Ambassadeur,

(Signé) Ferenc ESZTERGALYOS

ANNEXE

Déclaration adoptée le 18 décembre 1989 par l'Assemblée nationale  
de la République de Hongrie au sujet de l'affaire László Tőkés

Pour la seconde fois en un bref intervalle de temps, l'Assemblée nationale de la République de Hongrie croit devoir s'écarter de son ordre du jour pour se pencher sur l'affaire László Tőkés, pasteur calviniste de la ville de Temesvár, affaire devenue urgente du fait que les autorités roumaines, au mépris des droits fondamentaux de la personne et des obligations internationales de la Roumanie, ont décidé par une ordonnance judiciaire revêtant les apparences de la légalité d'expulser, à la fin de la semaine dernière, László Tőkés de son domicile et des locaux où il exerce son ministère.

Cette mesure illégale prise à l'encontre de ce pasteur, défenseur convaincu et irréductible du libre exercice des droits individuels, nationaux et religieux, de même que les persécutions et vexations auxquelles les autorités l'ont soumis pendant des mois, ont à juste titre soulevé l'indignation non seulement de l'opinion publique hongroise, mais même d'une grande partie des milieux publics roumains. Nombre d'organismes sociaux ou politiques, d'organisations et institutions religieuses internationales et de personnalités ont protesté contre ces mesures arbitraires et exigé des autorités qu'elles y mettent fin.

Selon les informations dont on dispose, si László Tőkés n'a pas été expulsé avant la date prévue par l'ordonnance judiciaire, c'est principalement parce que les habitants de Temesvár ont publiquement protesté par milliers, le protégeant et empêchant cette expulsion, qui devait en principe avoir lieu à la fin de la semaine dernière. Les événements de ces derniers jours montrent que la persévérance de László Tőkés et la dure lutte qu'il mène pour que les droits de l'homme soient respectés en Roumanie sont largement approuvées non seulement dans la minorité hongroise, mais même chez les Roumains qui constituent la majorité. Cependant, des nouvelles alarmantes font état de mesures punitives et de représailles prises par les autorités roumaines.

Le Gouvernement hongrois, dans une note officielle, a demandé au Gouvernement de la République socialiste de Roumanie de respecter les droits de l'homme et d'honorer les obligations qu'il a contractées en signant les instruments internationaux. Le Président par intérim de la République de Hongrie a adressé au chef de l'Etat roumain, Nicolae Ceausescu, une lettre pour la défense de László Tőkés, lettre que l'Ambassadeur de Roumanie à Budapest a refusé de recevoir. Indifférent à ces démarches et aux protestations internationales grandissantes, le Gouvernement roumain est resté sourd aux appels et protestations officiels et a refusé, malgré les engagements qu'il a pris, de communiquer des renseignements comme le prescrit le Document final adopté à Vienne par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

L'Assemblée nationale de la République de Hongrie constate que le Gouvernement roumain n'a pas mis fin à ses atteintes aux droits de László Tőkés et de ses fidèles, s'est arbitrairement immiscé dans les affaires internes de l'Eglise réformée, a absolument refusé de coopérer dans l'affaire de ce pasteur d'origine hongroise et a encore aggravé la situation par les mesures qu'il vient de prendre.

L'Assemblée nationale de la République de Hongrie se déclare très vivement préoccupée par la situation des droits de l'homme en Roumanie et demande au Gouvernement roumain d'honorer ses obligations internationales, de respecter les principes fondamentaux consacrés par la Constitution roumaine elle-même et de mettre fin à la discrimination contre ses minorités. Elle déclare son soutien et sa solidarité à l'égard de László Tőkés et proteste énergiquement contre les mesures illégales et arbitraires prises à son encontre par les autorités de la République socialiste de Roumanie. Elle engage ces autorités à mettre sans délai un terme aux persécutions contre ce pasteur, aux vexations et mesure d'intimidation visant les membres de sa famille et ses fidèles et à toute autre mesure de représailles, et à laisser László Tőkés reprendre son ministère, en faisant en sorte qu'il puisse poursuivre ses activités pastorales.

L'Assemblée nationale de la République de Hongrie prie les Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe de prendre des mesures concrètes conformément aux règles et principes reconnus qui s'appliquent dans les relations internationales, de défendre les droits de László Tőkés et de ses fidèles et d'amener la République socialiste de Roumanie à respecter ses obligations internationales.

L'Assemblée nationale de la République de Hongrie invite le Gouvernement hongrois à communiquer le texte de la présente déclaration au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et aux instances et organisations internationales compétentes.

-----